



RONALDO SCHEMIDT/AFP/Getty Images

## Effondrement de la frontière

La politique de la porte ouverte a conduit à un déferlement de L'immigration illégale aux États-Unis. Où cela mène-t-il ?

- Stephen Flurry
- [01/08/2014](#)

L'Amérique a un problème à sa frontière sud. Année après année, des milliers d'immigrants l'ont traversée illégalement pour des raisons économiques, pour une meilleure vie, pour avoir des clients pour la drogue et/ou parce qu'ils sont victimes de crime et de terreur. Mais quelque chose a changé ; quelque chose de très différent — et bien pire.

L'année dernière, le nombre d'enfants qui ont traversé la frontière illégalement, et sans accompagnement, a subitement quintuplé. Ce nouveau chiffre va probablement encore doubler vers la fin de cette année. Et vers la fin de 2015, il peut, à nouveau, gonfler de plus de 50 pour cent.

Actuellement, des dizaines de milliers de ces enfants affluent à la frontière. Ils ont fait leur la loi sur le respect des frontières, et s'en affranchissent, débordent le système juridique et se déversent à flots dans une résidence permanente aux États-Unis.

Avec tant d'enfants en danger — exposés aux éléments, aux risques sanitaires, aux criminels de droit commun, aux kidnappeurs, aux esclavagistes, aux agresseurs sexuels, aux contrebandiers de drogues et aux trafiquants d'êtres humains — cette crise demande une réponse. Avec la mince sécurité de la frontière qui s'évanouit un peu plus — laissant à des immigrants, à des criminels et même à des terroristes des ouvertures — cette crise demande une réponse. Et avec les risques à long terme d'une démographie dominée par l'immigration illégale — cette crise demande une réponse.

La question brûlante, c'est : Quelle sera cette réponse gouvernementale, et qu'est-ce que cela signifie pour l'avenir immédiat de l'Amérique ?

### La crise à portée de main

Avant 2013, le nombre de mineurs non accompagnés entrant illégalement aux États-Unis chaque année était, en moyenne, inférieur à 8 000. L'année dernière, ce nombre a bondi à 40 000. Cette année, il atteindra probablement 90 000. L'année prochaine, d'après les prévisions, il s'élèvera à 142 000.

Historiquement, la grande majorité des immigrants illégaux, en Amérique, sont venus du Mexique. Les Mexicains appréhendés peuvent plus ou moins être renvoyés chez eux, promptement. Les enfants d'autres pays ne le peuvent pas. Et pour la première fois, la majorité des enfants se glissant à travers la frontière vient d'Amérique centrale — spécifiquement, du Honduras, du Guatemala et du Salvador.

Les abris pour ces enfants sont submergés, et le gouvernement a ouvert plusieurs bases militaires pour contenir le trop-plein. Les centres de détention encombrés ont également souffert de la propagation de maladies infectieuses comme la

varicelle, les staphylococcies, la gale et même la rage et la grippe porcine.

Pendant ce temps, les officiers de la patrouille frontalière qui interceptent ces illégaux (dont beaucoup se rendent tout simplement) doivent d'abord s'occuper d'eux, ce qui veut dire qu'ils font moins de patrouilles et plus de baby-sitting. Certains disent que 7 officiers sur 10, en fait, ne surveillent plus la frontière. Cela laisse une large région, déjà sans contrôle, grande ouverte aux cartels et autres criminels pour faire passer plus d'immigrants illégaux ; plus d'esclaves ; plus d'armes ; et plus de marijuana, de cocaïne, de méthamphétamine, d'héroïne, de LSD et d'ectasie, leur permettant d'étendre leurs tentacules à travers tout le pays. Et, de manière ironique, la meilleure façon pour les terroristes de faire passer une arme nucléaire clandestinement aux États-Unis, c'est de la cacher dans une balle de marijuana.

Ce problème s'intensifiant a fait admettre par la Maison-Blanche que « l'afflux d'enfants étrangers non accompagnés (uac) à travers la frontière du sud-ouest des États-Unis a eu pour résultat une situation humanitaire urgente exigeant une réponse fédérale unifiée et coordonnée » (2 juin).

Cela paraît bien. Mais pourquoi a-t-on laissé la situation se détériorer à ce point ? Il y a quelque chose qui n'est toujours pas correct ici. Ce quelque chose, c'est la réponse fédérale.

## Ce n'est pas tout le problème

Un facteur contribuant à cette immigration d'urgence date d'une loi promulguée pendant l'administration Bush, en 2008. Cette loi stipule que les mineurs illégaux venant de pays autres que le Mexique ou le Canada doivent comparaître devant un juge plutôt qu'être immédiatement expulsés. La loi avait été faite pour protéger les enfants contre le retour dans des nations ravagées par la violence. Cependant, dans la réalité, le résultat est un énorme retard des jugements qui peuvent prendre des années. Et, maintenant, des nombres record d'enfants immigrés non mexicains passent la frontière à flots. Cela signifie que des nombres record d'enfants doivent rester et être pris en charge. Ces enfants n'ont même pas besoin d'esquiver les autorités américaines quand ils entrent dans le pays. Quand ils sont attrapés, ils sont souvent envoyés à des parents qui résident déjà en Amérique, et restent des années à attendre des jugements qui sont tardifs et peu enclins à expulser.

Le pourcentage d'immigrants illégaux renvoyés dans leurs pays d'origine a nettement baissé après la promulgation de cette loi. Cependant, ce n'est pas toute l'histoire. Une loi promulguée, il y a six ans, n'explique pas ce qui a poussé des enfants centraméricains et mexicains à commencer de passer à flots de l'autre côté de la frontière sud, dans des proportions sans précédent, au cours des deux années passées.

Pourquoi cette vague d'immigration illégale des enfants ? Pourquoi l'afflux s'est-il subitement renforcé sous l'administration Obama ? Pourquoi le président n'a-t-il pas réduit le flot d'immigrants illégaux ?

La surprenante possibilité, c'est qu'il n'essaie même pas.

## Faibles législatives

Le 15 juin 2012, le président Barack Obama a annoncé une nouvelle initiative. Non pas pour protéger la frontière ; non pas pour mettre un frein aux cartels ; non pas pour modifier les abus de la loi ; non pas pour améliorer l'exécution de la loi ; non pas pour profiter aux immigrants légaux, mais pour « lever l'ombre de la déportation » sur les immigrants illégaux éligibles. Son initiative était de donner aux immigrants illégaux l'occasion de vivre et de travailler en Amérique sans crainte d'être expulsés.

La directive a rendu certains immigrants éligibles pour le permis de travail, pour les cartes d'aide sociale, pour le permis de conduire et pour des avantages similaires offerts aux citoyens et aux immigrants légaux. Plus de 500 000 immigrants ont profité de cette action exécutive, connue comme l'Action différée pour les arrivées d'enfants.

En juin passé, l'administration a donné des directives pour ces immigrants afin de différer l'expulsion pendant deux années encore. Le secrétaire de la sécurité intérieure, Jeh Johnson, a annoncé : « En dépit de l'acrimonie et de l'esprit de parti qui existe maintenant à Washington, presque tous nous convenons qu'un enfant qui a traversé notre frontière illégalement avec un parent, ou est à la recherche d'un parent ou d'une meilleure vie, ne faisait pas un choix adulte d'enfreindre nos lois et devrait être traité différemment que les contrevenants à la loi adultes » (5 juin).

Cette action exécutive ne s'applique qu'aux immigrants qui sont en Amérique depuis plus de cinq ans, mais son déroulement est en corrélation étroite avec le récent flot d'enfants immigrants. Certains enfants vont même jusqu'à s'avancer vers les agents de la frontière et *supplier d'être arrêtés*. Leur raisonnement, c'est que si le président Obama n'expulse pas les milliers d'enfants immigrés déjà là, il ne les expulsera sûrement pas non plus. Et ce raisonnement est assez solide.

Le républicain Bob Goodlatte, de Virginie, a qualifié la vague d'immigration de « désastre produit par l'administration ». « Le mot a fait le tour du monde à propos de la mise en vigueur de la politique laxiste, en matière d'immigration, du président Obama, et cela a encouragé plus d'individus à venir aux États-Unis illégalement », a-t-il dit.

## La politique : le problème, pas la solution

L'administration Obama a rejeté les accusations selon lesquelles sa politique clémente sur l'immigration a provoqué ce flux

récent. Le président blâme la loi de 2008 et les pauvres conditions en Amérique centrale. Mais les agents de la patrouille frontalière qui, en fait, questionnent en personne des centaines d'immigrants reçoivent une réponse différente.

Les agents de la frontière de la vallée du Rio Grande, au Texas, qui sont, actuellement, au contact de la plus grande immigration illégale, ont écrit un rapport révélant qu'un incroyable *95 pour cent* des interviewés a dit qu'ils sont venus parce qu'ils savaient qu'on leur permettrait de rester. « La raison principale pour laquelle les sujets ont choisi ce moment particulier pour émigrer aux États-Unis, c'était de profiter de la "nouvelle loi" des États-Unis qui accorde un "laissez-passer"... aux adultes féminins OTM [immigrantes non mexicaines] voyageant avec des mineurs et des UAC », dit le rapport. « L'information est apparemment répandue, en Amérique centrale, et s'est diffusée de bouche à oreille, et par les médias internationaux et locaux ».

Les statistiques de la douane américaine et de la Protection de la frontière le confirment. Durant la plus grande partie de la dernière décennie, le nombre annuel d'enfants non accompagnés du Salvador, du Guatemala et du Honduras qui ont été appréhendés pendant qu'ils pénétraient aux États-Unis était inférieur à 4 000. Mais, dans l'exercice fiscal 2012, ce nombre a subitement plus que doublé pour atteindre 10 146. L'année fiscale passée, il a doublé, atteignant 20 805. En juin de cette année, il a presque doublé encore, pour atteindre 39 133. Le nombre des mineurs non accompagnés en provenance du Mexique est passé de 13 974 en 2012 à 17 240 l'année dernière.

« Pourquoi viennent-ils ? » a demandé Charles Krauthammer. « L'administration prétend que c'est à cause de la violence et de la pauvreté. C'est absurde ! Quand n'y a-t-il pas eu de violence et de pauvreté en Amérique centrale ?... La nouvelle variable, c'est l'ordre unilatéral (et illégal) de Obama, en juin 2012, légalisant, pour l'essentiel, des centaines de milliers d'immigrants illégaux qui sont arrivés ici enfants. Message reçu en Amérique centrale ! C'est vrai, cet ordre émanant de l'exécutif ne s'applique pas à ceux qui sont venus après le 15 juin 2007. Mais le fait demeure que les enfants traversant la frontière maintenant risquent probablement, en grande majorité, de rester » (10 juillet).

Le président Obama a fait beaucoup de déclarations sur ce qu'il admet être maintenant une « crise humanitaire ». Mais il refuse de reconnaître que c'est sa politique qui l'a provoquée. Il a demandé une « réponse fédérale unifiée et coordonnée », mais cette réponse n'a pas été, et ne sera probablement pas, ce que les millions de citoyens américains attendent.

## Mensonges

« Le voyage est incroyablement dangereux pour ces gosses », a dit B. Obama lors d'une conférence de presse, le 30 juin. « Les enfants qui ont assez de chance d'y survivre seront gardés pendant la procédure judiciaire, mais dans la plupart des cas la procédure fera qu'ils seront renvoyés chez eux. »

Cela n'est pas vrai. Dans « la plupart des cas », les enfants *ne sont pas* expulsés. Par exemple, selon les statistiques, voici ce qui arrivera, en fait, aux 41 000 enfants qui n'ont pas été renvoyés tout de suite de l'autre côté de la frontière, au cours des neuf derniers mois : leur dossier sera traité, et ils recevront une « Assignation à comparaître », émanant du tribunal qui donne une date pour se présenter devant un juge de l'immigration. Ensuite, presque tous seront libérés pour vivre, en attendant, avec des parents aux États-Unis. Quand leur date de comparution arrivera, finalement, presque la moitié d'entre eux ne se manifesteront même pas. Et même parmi ceux qui le feront, la majorité obtiendra une amnistie et sera autorisée à rester.

Fox News a rapporté, le 27 juin, que « les données de U.S. Citizenship and Immigration Services (USCIS) [le Service américain de l'Immigration] montrent que 46 pour cent des mineurs qui demandent initialement l'asile recueillent l'approbation d'un officier de justice ». « Parmi ceux qui sont déférés devant un juge de l'immigration, 74 pour cent des demandes d'asile sont accordées. Cette donnée, présentée lors d'une séance de la Chambre... semble affaiblir la déclaration du président. »

En espagnol, les « Assignations à comparaître » distribuées par le gouvernement sont appelées *permisos* — ce qui signifie *permissions* ou *permis*. Ce fait, à lui seul suggère ce qui semble être une vérité universellement acceptée : un immigrant qui reçoit des *permisos* sera, finalement, autorisé à rester.

Le député Pat Meehan, un républicain de Pennsylvanie, a dit, sans ménagement, lors d'une réunion du Congrès, le 24 juin : « Nous nous occupons des enfants et nous les avons. Mais nous ne devrions pas laisser aux Américains la fausse impression que, de façon ou d'autre, le système va fonctionner et, en fait, va conduire à leur renvoi. Une fois que ces enfants sont là, ils restent là. »

Le gouverneur du Texas, Rick Perry, a fait un pas de plus suggérant que le président Obama a une arrière-pensée en permettant à la crise de l'immigration actuelle de s'étendre. « Je suis forcé de croire que lorsque vous ne répondez pas, de quelque manière que ce soit, que vous êtes incompetent ou que vous avez une arrière-pensée à partir de laquelle vous fonctionnez », a-t-il dit à ABC, le 6 juillet.

Le président n'a pas découragé les jeunes immigrants illégaux ; au lieu de cela, il a dit clairement que les jeunes immigrants illégaux seront traités différemment, en Amérique — *et ils le savent*. Venir en Amérique, maintenant, signifie avoir la possibilité d'une citoyenneté libre, avoir des soins de santé gratuits et des avantages sociaux. Et alors ils viennent. Par dizaines de milliers.

## Collusion gouvernementale

Todd Starnes, de Fox News, est allé à la frontière du sud, et a parlé, là, avec des ouvriers de l'immigration. Il a fait un exposé sur la crise qui détaille non seulement les problèmes qui s'aggravent dans les États de la frontière, mais également les tentatives du gouvernement pour les cacher.

« Une force de sécurité, sous contrat du gouvernement, a menacé d'arrêter des médecins et des infirmiers s'ils divulguaient des informations sur le risque de contagion dans un camp de réfugiés abritant des enfants étrangers illégaux, sur la base aérienne de Lackland, à San Antonio, au Texas », a-t-il dit le 2 juillet. Plusieurs de ces ouvriers ont parlé à T. Starnes malgré l'ordre de garder le silence. Ils lui ont dit qu'ils s'occupaient d'enfants, dont beaucoup avaient la rougeole, la gale, la varicelle ou une angine. Quand ils soignaient les enfants, les agents de la sécurité confisquaient leurs téléphones cellulaires et autres appareils de communication.

Un conseiller psychiatrique et un ancien infirmier du camp « ont dit que leurs supérieurs ont essayé de dissimuler l'extension des maladies », a écrit T. Starnes. Une conseillère tenait un journal détaillé. Les agents fédéraux l'ont appris et ont essayé de le lui confisquer, bien que sans succès.

Afin de soulager le surpeuplement du Texas, certains enfants sont envoyés dans d'autres États comme la Californie et l'Oklahoma. Comment sont-ils transportés ? Une infirmière a dit à T. Starnes qu'elle « a été particulièrement alarmée parce que leurs dossiers indiquaient que les enfants avaient été transportés à Lackland dans des bus et des avions-charter nationaux ». « Ces gosses étaient-ils transportés dans les camps avant d'avoir été épouillés ou après ? », a demandé T. Starnes. « Quelqu'un qui voyage en avion sous des cieux amicaux pourrait faire face à un inquiétant problème de santé publique. »

Un représentant du syndicat de la patrouille frontalière, en Californie, a dit à ABC 10 News que des quantités massives de main-d'œuvre sont nécessaires pour s'occuper de ces immigrants illégaux et les contrôler, ce qui signifie que moins d'officiers sont, en fait, sur le terrain pour patrouiller le long de la frontière. Cet homme, apparemment, a dû désobéir à un ordre de bâillonnement pour révéler ce qui se passe réellement.

## Transformation fondamentale

Un éditorial, du 9 juin, du *Washington Times* a identifié la plus belle illustration de ce que cette crise actuelle de l'immigration, « soluble, cependant s'intensifiant », signifie pour toute la nation : « le flux d'enfants est une autre conséquence de la réalisation du vœu du président de "transformer fondamentalement" l'Amérique.

« C'est une conséquence directe des actions illégales du président », a dit le sénateur Ted Cruz, un républicain du Texas, à Breitbart. « Les parents se disent : *Si j'envoie mon enfant [aux États-Unis], mon enfant aura l'amnistie* » (6 juin).

Le président Obama a demandé 3,7 milliards de dollars pour s'occuper de cette crise. Son administration dit que la plus grande partie de l'argent ira pour les « soins, l'alimentation et les coûts de transport des enfants seuls et des groupes de familles », selon une déclaration, du 10 juillet, au Congrès par le secrétaire de la sécurité intérieure, Jeh Johnson. Cet argent gèrera la crise en cours — *et ne fera rien pour résoudre le problème.*

« Pendant ce temps, une chose que Obama pourrait faire — pousser fort pour changer la loi interdisant le retour rapide des jeunes immigrants des pays non contigus — n'est pas sur la table », a écrit Byron York pour le *Washington Examiner*, le 15 juillet.

Ce n'est pas sur la table parce que son administration *n'est pas intéressée par la résolution du problème*. Elle reproche la crise aux républicains, alors même qu'elle refuse d'appliquer des lois EXISTANTES sur l'immigration illégale. L'administration Obama *ne veut pas* d'une frontière sûre.

Les libéraux « progressistes » imaginent un monde sans frontières. Ils *veulent* des frontières ouvertes. Ils ne veulent renvoyer personne chez soi — certainement pas les enfants. Ils veulent l'amnistie pour *tous* les étrangers illégaux. Ils veulent que le gouvernement fédéral s'occupe effectivement de la situation, non pas en fermant la porte, mais en l'enlevant de ses gonds ! C'est ce qu'ils ont juré de faire dès le tout début — pour transformer *fondamentalement* les États-Unis d'Amérique.

Et ainsi, le grand assaut sur la frontière sud de l'Amérique continuera. Et cela contribuera non seulement à la transformation de la nation et à la suppression de la sécurité de sa frontière, mais encore à sa destruction réelle !

« L'Amérique est la maison qui est en train de s'écrouler et qui subit une nouvelle contrainte », a écrit Peggy Noonan, le 10 juillet. « Ceux qui y vivent, ceux qui ont de la peine à cause de ce qu'ils voient, savent que l'Amérique a de grands problèmes — chômage, participation de la population active en baisse, infrastructure physique branlante, culture malsaine, pauvre éducation publique. Et évidemment, des désaccords de toutes sortes — beaucoup d'écureuils fous courant dans le grenier. Ils savent que l'Amérique ne peut payer ses factures. Ils craignent que nous ne vivions sur les fumées de la grandeur. Ils veulent que nous soyons, de nouveau, forts. Voir notre frontière s'effondrer ne ressemble pas à un présage de progrès. »

## Lié à la prophétie

Certains analystes reconnaissent la dangereuse situation non seulement dans la crise qui est proche, mais également dans

la périlleuse réponse que le gouvernement y apporte. Mais il y a une analyse encore plus profonde qui en révèle beaucoup plus sur la crise de l'immigration illégale en l'Amérique. Cette analyse vient des prophéties bibliques !

Dans *Les Anglo-Saxons selon la prophétie*, Herbert W. Armstrong a identifié les premiers immigrants américains comme étant des descendants de Abraham, spécifiquement de la tribu de Manassé. Le petit-fils de Abraham, Jacob, a transmis ses promesses du droit d'aînesse aux fils de son fils Joseph (Genèse 48). Jacob a dit que les descendants de l'un des petits-fils, Éphraïm, deviendraient une compagnie de nations, dans les derniers jours. Il a dit que l'autre petit-fils, Manassé, deviendrait une seule grande nation.

Genèse 49 : 22 dit que Joseph est « le rejeton d'un arbre fertile, le rejeton d'un arbre fertile près d'une source *les branches s'élèvent au-dessus de la muraille* ». Les descendants de Joseph, en d'autres termes, devaient être un peuple *colonisateur*, dans les derniers jours. C'est exactement ce qu'ils ont fait, s'étendant des Îles britanniques sur toute la terre, y compris en Amérique du Nord.

Dans son livre, M. Armstrong explique, également, que les descendants de Éphraïm sont la Grande-Bretagne, et les descendants de Manassé, les États-Unis. Beaucoup des tout premiers immigrants de l'Amérique sont venus de nations autres que l'Angleterre. « Une grande partie de Manassé est restée avec Éphraïm jusqu'à la séparation de la Nouvelle-Angleterre », a-t-il écrit. « Mais nos ancêtres devaient être passés au crible dans beaucoup de nations, comme le blé à travers un tamis, sans qu'il tombe à terre un seul grain (Amos 9 : 9). »

Éphraïm et une grande partie de Manassé ont pénétré dans beaucoup de nations différentes avant d'immigrer, finalement, en Angleterre ensemble. Beaucoup des descendants de Manassé, cependant, sont restés dans les nations dans lesquelles ils s'étaient dispersés. Ces descendants sont venus finalement en Amérique quand les gens ont commencé à immigrer vers la nouvelle colonie. Tous les immigrants européens n'étaient pas des descendants de Manassé, mais une grande majorité l'était.

Le fait que les descendants de Manassé se sont mêlés à d'autres immigrants gentils est, en fait, une preuve supplémentaire de l'identité des États-Unis dans la prophétie. C'est ce que les tribus israélites faisaient, en règle générale, pendant l'ère de l'Ancien Testament !

M. Armstrong a écrit : « Ainsi nous avons été connus comme le "creuset" du monde. Au lieu de réfuter notre ascendance remontant à Manassé, en réalité, ce fait le confirme ».

Mais l'Amérique est sur une pente dangereuse. Ce n'est plus une nation, faite de gens qui ont fusionné. Comme Pat Buchanan l'a écrit, le 14 juillet, « nous ne parlons plus la même langue, n'adorons plus le même Dieu, n'honorons plus les mêmes héros, ne partageons plus les mêmes vacances... Notre politique est devenue pernicieuse. Nos partis politiques se prennent à la gorge. Le christianisme est en déclin. Les églises traditionnelles se séparent sur des questions morales comme l'avortement et le mariage homosexuel. L'islam est en train de déferler. Notre société semble se désintégrer ».

Cela, également, a été prophétisé. Les bénédictions mêmes que Dieu nous a accordées à cause de l'obéissance fidèle de Abraham sont maintenant retirées à cause de nos nombreux péchés.

Deutéronome 28 : 43-44 dit : « *L'étranger* qui sera au milieu de toi s'élèvera toujours plus au-dessus de toi, et toi, tu descendras toujours plus bas : il te prêtera, et tu ne lui prêteras pas ; il sera la tête, et tu seras la queue ».

La politique laxiste d'immigration et les frontières faibles contribuent à réaliser les prophéties bibliques ! Le flot d'immigrants illégaux accentue une désobéissance fondamentale à la loi. Elle expose et exacerbe la perte d'une culture commune. L'incapacité de l'Amérique de protéger ses frontières montre que les choses mêmes qui définissent les États-Unis en tant que nation se réduisent petit à petit.

Dieu a dit que cela arriverait ! Même les célèbres commentateurs qui négligent ces prophéties ou qui rejettent l'identité biblique de l'Amérique voient que nous sommes sur une trajectoire désastreuse. L'Amérique est en train de s'écrouler.

P. Buchanan demande : « Si un pays est une terre avec des frontières définies et défendues, à l'intérieur desquelles résident des gens qui ont une ascendance, une histoire, une langue, une foi, une culture et des traditions communes, dans quel sens sommes-nous, nous Américains, une nation et un peuple aujourd'hui ? » (Ibid.).

Pour paraphraser Ronald Reagan, une fois qu'une nation perd le contrôle de ses frontières, elle n'est plus vraiment une nation. Cette situation se produit, maintenant, aux États-Unis. Et son propre gouvernement l'encourage, pour sa propre fin.

■